

APPEL À PARTENARIATS
s'adressant
à des organisations sans but lucratif

Réf. : CI/FEJ/GMDF/2021/01

(Merci de mentionner cette référence UNESCO dans toute votre correspondance)

Date 19/04/2021

Date de clôture : 15/06/2021 (23h59 [CET])

À soumettre par courriel à : gmdf@unesco.org

Demandes de renseignements par courriel à : gmdf@unesco.org (aspects techniques)

gmdf@unesco.org (aspects administratifs et financiers)

I. CONTEXTE :

L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) s'efforce de consolider la paix par la coopération internationale dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture. Les programmes de l'UNESCO contribuent à la réalisation des [Objectifs de développement durable du Programme 2030](#) adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2015. Le présent appel à partenariats vise à identifier des partenaires d'exécution pour le projet de l'UNESCO :

[Programme/projet] Fonds Mondial pour la Défense des Médias (Global Media Defence Fund, GMDF)

[Brève description du programme/ projet] Le Fonds Mondial pour la Défense des Médias est un Fonds multi-donateurs mis en place par l'UNESCO afin de soutenir les organisations à but non lucratif travaillant sur le terrain au niveau local, régional et international dans la mise en œuvre de projets renforçant la protection juridique des journalistes et/ou la protection des médias par le biais du journalisme d'investigation ou du litige stratégique. Géré par l'UNESCO, le Fonds a été créé à l'initiative des gouvernements du Royaume-Uni et du Canada dans le cadre de la *Campagne mondiale pour les libertés des médias* et sous l'égide du [Plan d'Action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité](#).

Le GMDF contribue à favoriser un environnement plus libre et plus sûr pour les journalistes par le biais de quatre approches ou Résultats :

- **Résultat 1** : *Favoriser la coopération juridique internationale ainsi que le partage et la mise en œuvre de bonnes pratiques, afin de promouvoir la défense des journalistes attaqués ;*
- **Résultat 2** : *Renforcer l'opérationnalisation des mécanismes nationaux de protection et des réseaux de soutien par les pairs afin de garantir un accès rapide des journalistes à une assistance juridique, renforcer leur défense et améliorer leur sécurité, en tenant compte de la nature sexospécifique des menaces auxquelles ils sont confrontés ;*
- **Résultat 3** : *Soutenir le journalisme d'investigation qui contribue à réduire l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes, et à renforcer la sécurité de ceux qui travaillent dans ce domaine ;*
- **Résultat 4** : *Renforcer les structures servant à favoriser le contentieux stratégique afin de protéger les environnements où les cadres juridiques sont propices à un écosystème médiatique indépendant, libre et pluraliste.*

Le GMDF est en complémentarité et en synergie avec d'autres initiatives mises en œuvre par l'UNESCO, ainsi que celles menées par d'autres parties prenantes.

II. OBJECTIFS ET PRODUITS/ÉLÉMENTS LIVRABLES ATTENDUS :

Le présent appel à partenariats a pour objectif(s) le soutien aux organisations à but non lucratif travaillant sur le terrain au niveau local, régional et international dans la mise en œuvre de projets renforçant la protection juridique des journalistes et/ou la protection de la liberté des médias par le biais du journalisme d'investigation ou du litige stratégique.

RÉSULTAT : Renforcement de la protection des médias et amélioration de l'accès des journalistes à l'assistance juridique au niveau de base.

IMPACT : Un environnement mondial plus sûr pour les journalistes afin qu'ils puissent entreprendre leur travail, grâce à des mécanismes de protection juridique renforcés, un accès élargi à l'assistance juridique et une réduction de l'impunité pour les crimes commis à leur encontre.

Une description détaillée des objectifs et des produits et éléments livrables correspondants figure dans les **Termes de Référence – Annexe 1**

Bénéficiaires finals

Seront considérées comme recevables les propositions axées sur le renforcement de la protection journalistes et/ou la protection de la liberté des médias par le biais du journalisme d'investigation ou du litige stratégique et ciblant comme bénéficiaires directs et finals des journalistes, des avocats en droit des médias et des organisations sans but lucratif.

II. ADMISSIBILITÉ :

Un partenaire d'exécution de l'UNESCO est une entité sans but lucratif à laquelle l'UNESCO confie tout ou partie de la mise en œuvre de programmes ou de projets spécifiés dans un document signé, étant entendu que le partenaire sera pleinement responsable et tenu de rendre compte de l'utilisation effective des ressources et de la livraison des produits comme indiqué dans ledit document.

Principales caractéristiques d'un Accord de partenariat d'exécution avec l'UNESCO
Le partenaire apporte une valeur ajoutée, notamment sous la forme d'une contribution financière ou en nature, au projet ou à l'activité.
Le partenaire partage les risques et les avantages liés à l'exécution du projet ou de l'activité et est responsable et appelé à rendre compte de la production des résultats escomptés.
Le partenaire est associé à chaque étape du processus, depuis l'élaboration d'un plan de travail détaillé jusqu'à l'évaluation du projet ou de l'activité.
Le partenariat comprend des aspects dépassant la seule prestation d'un service, notamment des éléments de renforcement des capacités du partenaire et/ou du bénéficiaire.

L'UNESCO déterminera si une entité présente les conditions requises pour être envisagée comme partenaire de l'Organisation en fonction des paramètres indiqués dans le **Formulaire d'Identification du Partenaire de l'UNESCO – Annexe 2**

III. PROPOSITION :

Méthodologie, approche, plan d'assurance qualité et plan de mise en œuvre proposés

La proposition doit se conformer aux **Termes de Référence – Annexe 1** en indiquant les éléments spécifiques proposés et la manière dont elle procédera pour livrer les produits et exécuter les tâches qui sont demandées, en donnant une description détaillée des caractéristiques essentielles de ses prestations, et en précisant les travaux ou partie de travaux qui seront sous-traités.

La proposition doit en outre expliquer comment la méthodologie proposée répond au mandat ou va au-delà, tout en étant adaptée à la situation locale et à l'environnement dans lequel le projet sera exécuté. La méthodologie doit s'inscrire dans un calendrier de mise en œuvre et un plan d'assurance qualité.

Veuillez consulter les **Termes de Référence – Annexe 1** pour des informations plus détaillées sur les conditions d'éligibilité des propositions soumises dans le cadre de cet Appel.

Structure de gestion et ressources humaines (collaborateurs essentiels)

L'entité doit présenter dans cette section une description détaillée de la structure de gestion et des renseignements concernant les ressources humaines nécessaires, y compris les curriculum vitae des collaborateurs essentiels qui seront appelés à appuyer l'application de la méthodologie proposée, en définissant clairement les qualifications retenues dans les domaines correspondants du mandat.

Ces informations doivent être renseignées dans le **Formulaire de Candidature – Annexe 3**.

Veuillez consulter les **Termes de Référence – Annexe 1** pour des informations plus détaillées sur les exigences en matière de capacités et de gestion.

IV. CRITÈRES ET MÉTHODE D'ÉVALUATION :

Les propositions seront évaluées sur la base des critères suivants :

- 1) Solidité de la proposition technique, qui doit comprendre des mécanismes d'inclusion novateurs et reproductibles de façon à accroître au maximum le transfert de valeur aux bénéficiaires.
- 2) Fort impact des interventions, directement axées sur les besoins définis dans le mandat et répondant à ces besoins.
- 3) Taille du budget requis adaptée aux capacités avérées de l'organisation en matière de gestion administrative et financière.
- 4) Suivi et évaluation participatifs contribuant à renforcer le sentiment d'appropriation parmi les bénéficiaires et favorisant ainsi la pérennité des interventions.

Veuillez consulter les **Termes de Référence – Annexe 1** pour des informations plus détaillées sur les critères d'admissibilité et d'éligibilité, les critères d'évaluation (et la grille d'évaluation) et le processus de sélection pour cet Appel.

V. VOLUME DU BUDGET ET DURÉE DU PROJET :

Les montants proposés doivent être compris entre 15 000 dollars des États-Unis au minimum et 35 000 millions de dollars des États-Unis au maximum pour les interventions directes concernant une ou plusieurs activités/zones géographiques, comme indiqué dans les **Termes de Référence – Annexe 1**.

Le montant demandé dans la proposition doit être proportionné aux capacités de l'entité en matière de gestion administrative et financière. En principe, la durée du projet ne doit pas dépasser 18 mois.

En ce qui concerne le budget de la proposition technique du partenaire, l'UNESCO se réserve le droit d'établir le plan de travail et de négocier le budget avec le partenaire, avant la signature de l'accord, pour s'assurer le meilleur rapport qualité-prix. De même, l'UNESCO s'assurera, conformément à sa politique, que le partenaire sélectionné sera à même d'apporter une valeur ajoutée sous la forme d'une contribution financière ou en nature. Le partenaire fera figurer sa contribution financière ou en nature dans sa proposition budgétaire. Les frais généraux à titre de coûts administratifs ou de commission de service ne sont pas acceptés (budgétisation directe sur la base des activités).

Veuillez consulter les **Termes de Référence – Annexe 1** et le **Modèle de Budget – Annexe 4** pour des informations plus détaillées sur les exigences en matière de budget et de durée du projet.

VI. PROCESSUS DE SÉLECTION :

L'UNESCO examinera les propositions selon une procédure en cinq étapes : (i) détermination des propositions éligibles ; (ii) examen technique des propositions éligibles ; (iii) notation et classement des propositions admissibles selon les critères d'évaluation indiqués dans les **Termes de Référence – Annexe 1**, en vue de déterminer quelles sont les propositions se classant en tête ; (iv) tour de clarification (si nécessaire) et élaboration du plan de travail avec les candidat dont le propositions auront obtenu les notes les plus élevées ; (v) signature de l'Accord de Partenariat d'Exécution.

Le processus de sélection est décrit dans les **Termes de Référence – Annexe 1**

VII. PROCESSUS DE SOUMISSION :

Les candidats prennent en charge la totalité des coûts liés à l'établissement et à la soumission de leur offre.

La liste complète des documents qui doivent être soumis pour que la candidature soit prise en compte est disponible dans la checklist disponible dans la section VIII des **Termes de Référence – Annexe 1**

Note : L'UNESCO se réserve le droit de ne financer aucune des propositions faites dans le cadre du présent appel à partenariats. Selon la valeur et le contexte de l'accord de partenariat d'exécution, le rapport financier final devra être certifié par l'auditeur externe du partenaire. L'obligation de faire procéder à un audit sera confirmée pendant l'établissement du plan de travail et la finalisation du contrat.

Calendrier indicatif du présent appel à partenariats :

ÉTAPES		DÉLAI INDICATIF
1	Ouverture de l'Appel à Partenariats	Le 19 avril 2021
2	Date limite de soumission des propositions de partenariat	Le 15 juin 2021
3	Processus d'évaluation et de sélection	Juin – Juillet 2021
4	Notification aux candidats	Août 2021
5	Lancement du processus de formalisation du contrat	Août 2021

AVERTISSEMENTS IMPORTANTS

L'UNESCO exige de ses partenaires, des soumissionnaires et de leurs sous-traitants qu'ils adhèrent aux normes morales et éthiques les plus élevées pendant l'exécution du contrat de partenariat et qu'ils ne se livrent à aucune pratique frauduleuse ou tentative de corruption.

Les organismes du système des Nations Unies appliquent une politique de tolérance zéro en ce qui concerne les cadeaux. Il est donc impératif que le personnel de l'UNESCO ne se trouve pas placé dans une position où ses actes seraient dictés ou pourraient raisonnablement apparaître comme dictés par un traitement de faveur reçu d'un individu ou d'une entité sous la forme de cadeaux, d'invitations ou autres gratifications similaires. Il est donc demandé aux partenaires de ne pas offrir ou proposer de cadeaux ou d'invitations au personnel de l'UNESCO.

L'UNESCO :

- (a) rejettera toute proposition d'attribution d'un contrat de partenariat si elle détermine que l'entité recommandée a eu recours à la fraude et/ou à la corruption pour remporter ce contrat ;
- (b) annulera ou résiliera un contrat de partenariat si elle détermine que le partenaire avec lequel elle l'a signé a eu recours à la fraude et/ou à la corruption pour remporter ce contrat ou l'exécuter ;

- (c) radiera un partenaire de la liste des « prestataires enregistrés auprès des Nations Unies », indéfiniment ou pour une période donnée, si elle détermine que ce partenaire a eu à un moment quelconque recours à la fraude et/ou à la corruption pour remporter un contrat signé par elle ou pour exécuter ce contrat.

Le présent appel à partenariats ne constitue pas en l'état une proposition de contrat avec votre organisation. Cependant, votre soumission pourrait constituer une base pour l'établissement d'un contrat entre votre organisation et l'UNESCO.



Pour le compte de l'UNESCO

Andrea Cairola, Programme Specialist
CI/FEJ

VIII. ANNEXES :

Annexe 1 – Termes de Référence

Annexe 2 – Formulaire d'Identification du Partenaire de l'UNESCO

Annexe 3 – Formulaire de Candidature

Annexe 4 – Modèle de Budget

Annexe 5 – Accord de Partenariat d'Exécution (exemple)

